**Le 14 novembre, allons-nous laisser les camarades portugais, grecs, espagnols se battre seuls le dos au mur ?**

La Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une journée d'action en Europe le 14 novembre prochain pour dénoncer les mesures d'austérité en vigueur dans l'Union européenne. Selon la CES, « *cette journée du 14 novembre prendra diverses formes: grèves, manifestations, rassemblements et autres actions* ».

Au cours des derniers mois vous avez pu constater les plans d'austérité draconiens imposés aux populations grecque, espagnole et portugaise.

L'Etat espagnol compte l'un des taux de pauvreté les plus élevés de toute l'Europe, se situant juste derrière la Roumanie et la Lettonie. Plus d'un million de personnes ont des difficultés à consommer le minimum alimentaire nécessaire. De plus en plus d'enfants ne mangent pas plus d'une fois par jour, à la cantine scolaire, à cause des difficultés que rencontrent leurs familles. Le gouvernement espagnol a adopté en août 2011 un plan d'assouplissement du marché du travail permettant d'enchaîner jusqu'en 2013 des contrats à durée déterminée sans limites. Les PME (50 employés au maximum) peuvent proposer aux jeunes de moins de 30 ans un nouveau type de contrat qui prévoit une période d'essai de 12 mois. En juillet 2012 un nouveau plan d'austérité de 65 milliards a été imposé. Il comprend notamment une hausse de la TVA de 3%.

Alors que la population grecque est saignée à blanc depuis deux années par une avalanche de plans d'austérité plus durs les uns que les autres, de nouvelles mesures d'économies viennent d'être prises pour un montant de 11,5 milliards d'euros.

De son côté le gouvernement portugais vient d'annoncer de nouvelles mesures fiscales pour 2013. Le taux d'imposition des revenus les plus bas passera notamment de 11,5 à 14%. Toutes ces décisions ont été prises sous la pression de la "troïka" (Union européenne, Fonds

monétaire international, Banque centrale européenne) et des bailleurs de fonds.

Partout en Europe, le Traité d'austérité entrera en vigueur le premier janvier 2013. Dans ce traité, les États s'engagent à ce que leur budget soit en équilibre et si le budget est en déficit celui-ci ne pourra pas dépasser 0,5% du Produit intérieur brut. En 2011, le déficit de la Belgique était de 4,6%. Pour atteindre le plafond de 0,5%, il faudra épargner 15 milliards d'euros supplémentaires chaque année !

**Ne laissons pas les travailleurs portugais, grecs, espagnols se battre seuls**

Pour la journée du 14 novembre, un appel à la grève générale a été lancé au Portugal en Espagne et en Grèce. La Confédération européenne des syndicats (CES) se contente de relayer mollement cet appel à la grève générale en préconisant «*une journée d'action qui prendra diverses formes* ».
Mais sapristi ! S'agit-il de lutter et d'être solidaire des travailleurs de l'Europe du Sud ou de faire semblant?

Et en Belgique? Il nous revient que les organisations syndicales envisagent un rassemblement de quelques centaines de militants syndicaux, le 14 novembre, devant les bâtiments des institutions européennes. Une telle «mobilisation» (si du moins on peut encore utiliser ce terme pour une action symbolique aussi dérisoire) n'est pas à la hauteur des enjeux ni de la solidarité indispensable. Certes, il ne s'agit pas de se lancer dans des actions tous azimuts sans plan de bataille et surtout pas sans lendemain, mais il est important de ne pas laisser les travailleurs du Sud de l'Europe se battre seuls, le dos au mur.

Comme première forme d'action, **nous invitons les délégations syndicales à organiser des arrêts de travail dans les entreprises et à tenir des assemblées générales sur le lieu de travail** pour informer sur les mesures d'austérité actuellement à l'œuvre en Europe du Sud et qui risquent fort de nous tomber dessus avec le Traité d'austérité. Il n'est pas trop tard pour préparer des assemblées d'information dans les entreprises le 14 novembre ; il reste 4 semaines. C'est suffisant pour

**réclamer auprès de votre centrale syndicale un dépliant clair et bien documenté sur les mesures d'austérité**
en Europe du Sud et sur ce qui nous attend avec le Traité d'austérité qui entrera en application le 1
er
janvier prochain.

**Céline Caudron, porte-parole de la LCR-SAP**